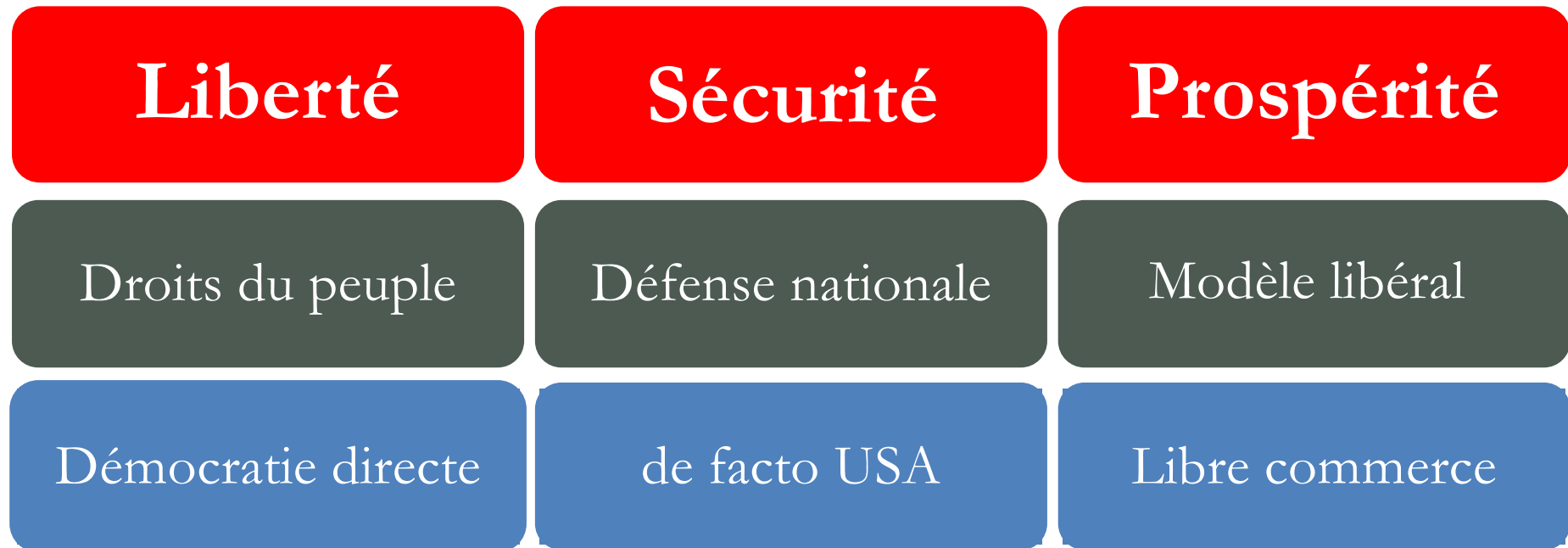


# Séance extraordinaire de la CPE-E (Auditions paquet CH-UE)

Présentation de Joseph de Weck

Le 25 mars, 2026

# La mission constitutionnelle: trois dimensions de l'indépendance

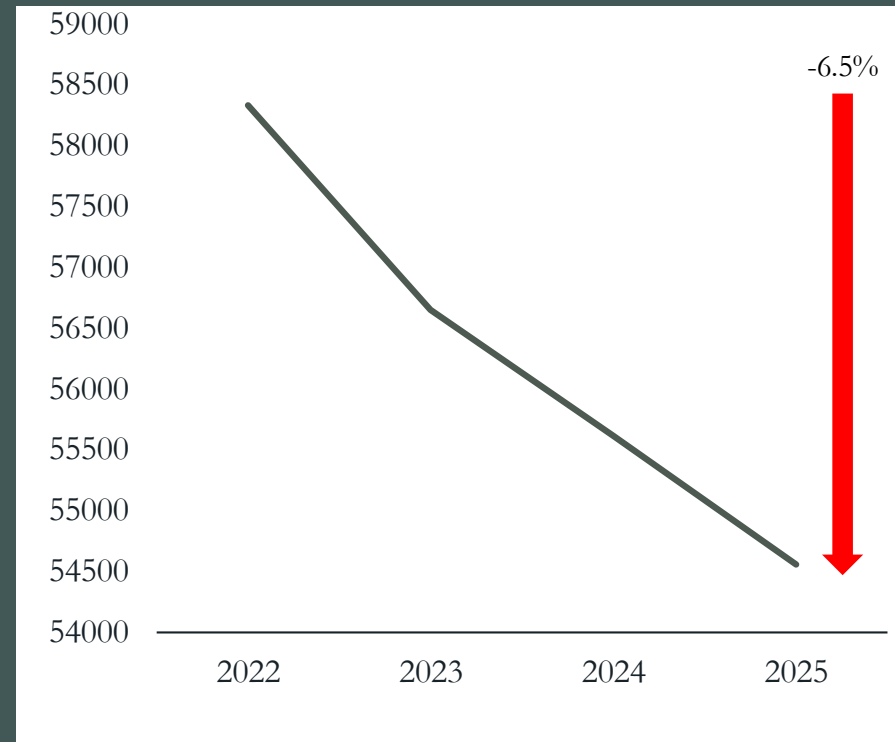


En vertu de l'article 2 de la Constitution fédérale, la Suisse préserve son indépendance, protège la liberté et favorise le bien-être.  
Une coopération bien agencée avec des partenaires étrangers conforte la sécurité et la prospérité.

# Les marchés américain et asiatique deviennent toujours plus ardues



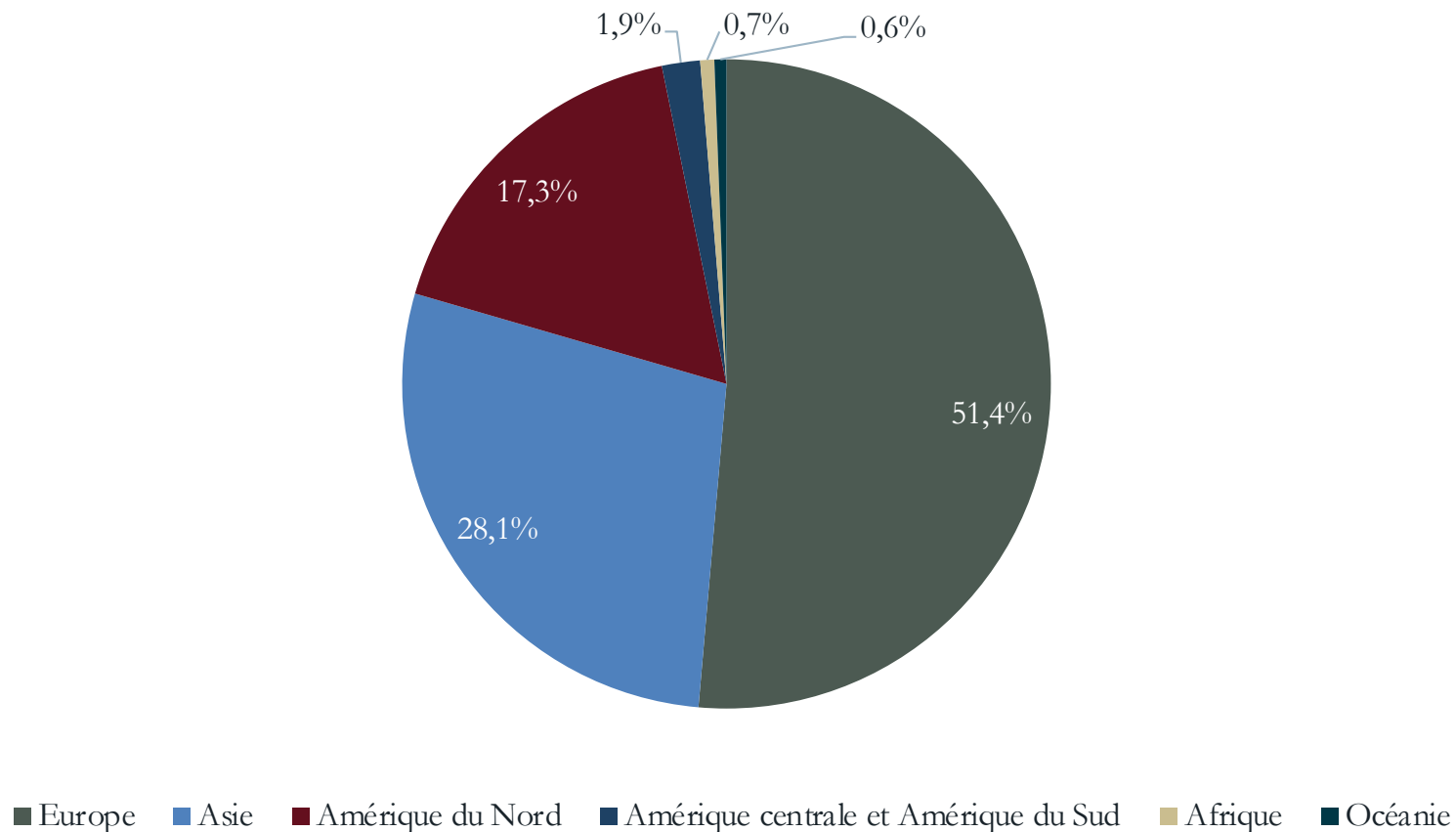
Exportations Suisse vers l'Asie, en mio CHF



En janvier et février 2026, les exportations de marchandises vers les États-Unis ont été inférieures d'environ 25 % à la moyenne sur cinq ans. Les exportations vers l'Asie sont en baisse depuis 2022. La Chine progresse dans la chaîne de valeur et penche de plus en plus vers le protectionnisme. Le commerce en Asie du Sud-Est se régionalise.

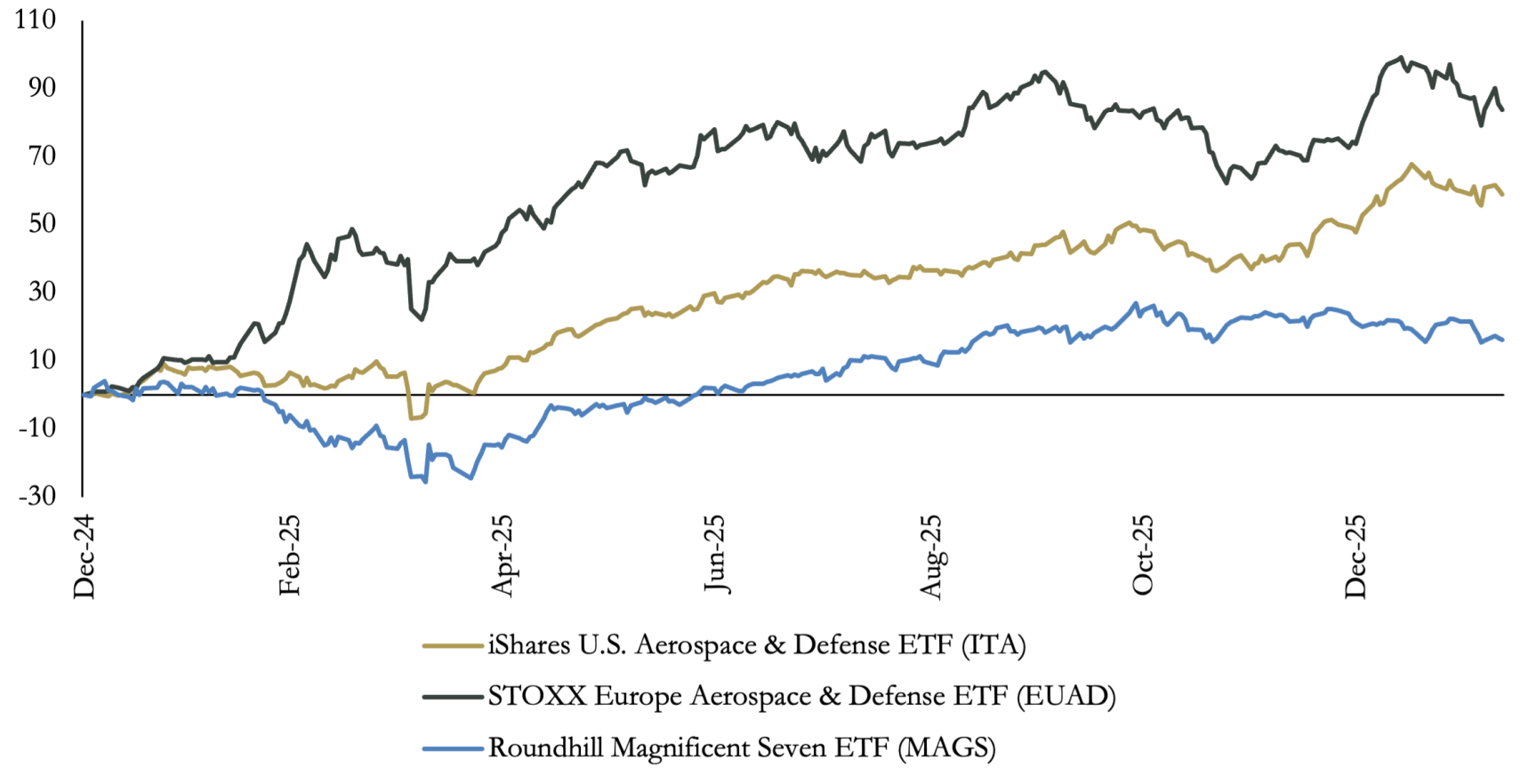
# L'Inde, le Mercosur et l'Australie sont »nice to have«

Exportations suisses en marchandise, février 2025 à février 2026



À partir de 2015, la Suisse a conclu des accords de libre-échange avec le Mercosur, l'Inde, l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie, l'Équateur, et les Philippines. Ensemble ces pays représentent 7,2 % des exportations totales de la Suisse. Le potentiel de croissance est limité en outre par la vive concurrence d'entreprises chinoises sur ces marchés.

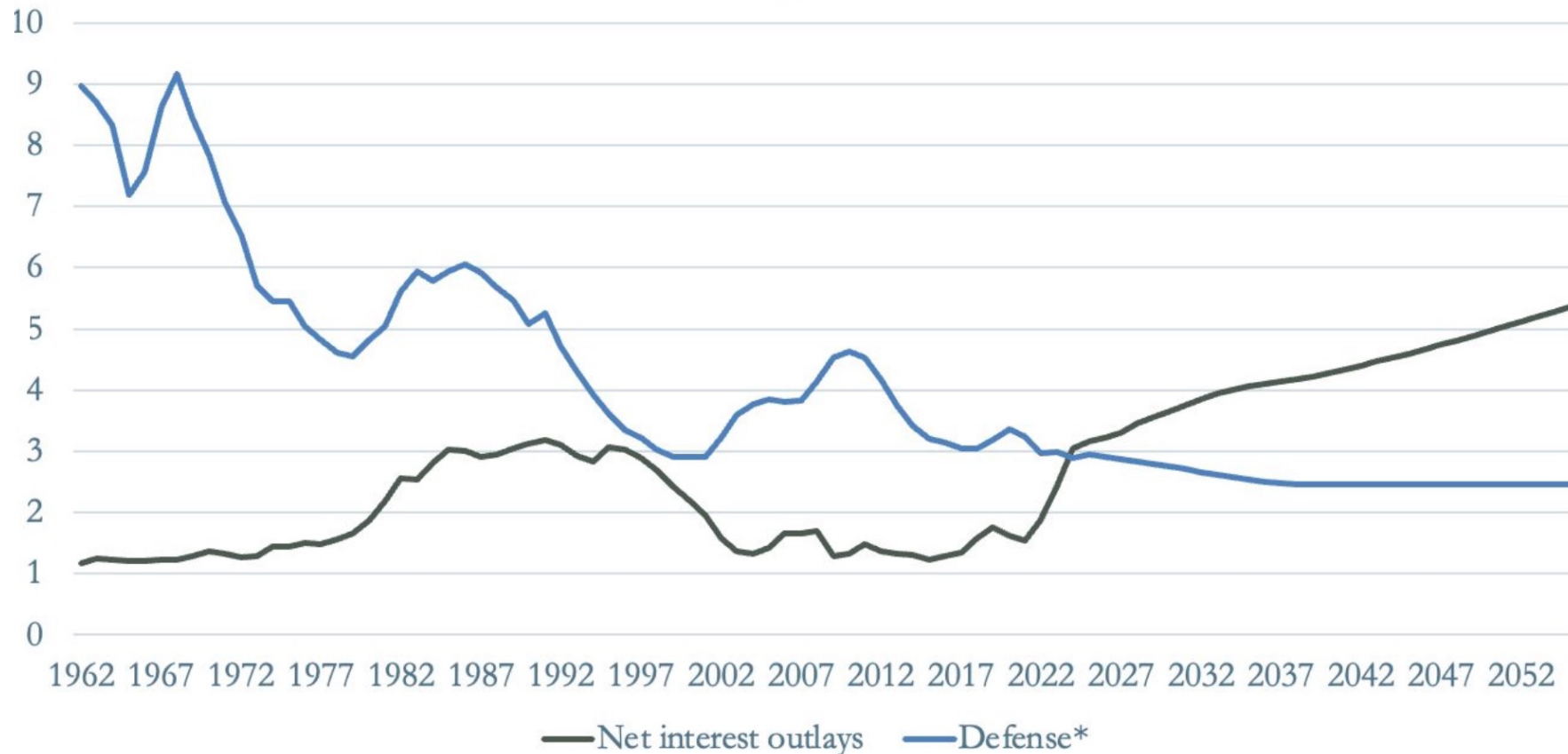
# Le protectionnisme global renforce l'importance du marché européen, qui offre de belles opportunités



La dérégulation en cours et une politique budgétaire plus expansionniste rendent le marché européen plus attrayant. De surcroît, depuis 2025, les titres européens du secteur de la défense ont une meilleure performance que les titres américains de ce secteur ou encore les titres des sept grandes entreprises technologiques, surnommées les « Magnificent 7 ». En ce qui concerne les indices boursiers généraux (S&P 500 vs Eurostoxx 600), les États-Unis et l'Europe sont à égalité depuis 2025.

# En matière de politique de sécurité, les États-Unis sont en déclin, quel que soit le successeur de Donald Trump.

Charges d'intérêts nettes et dépenses militaires des États-Unis en % du PIB



Selon la «loi de Ferguson», une grande puissance qui dépense plus d'argent pour le service de la dette que pour la défense ne restera pas longtemps une grande puissance. En 2024, les États-Unis ont franchi ce seuil pour la première fois.

# À moyen terme, la «Coalition des volontaires» européens deviendra la garante de l'ordre de sécurité en Europe



En 2025, les Européens ont financé 90 % de l'aide à l'Ukraine. Ils augmentent également considérablement leurs dépenses nationales de défense et investissent dans leurs capacités, cela va de la communication par satellite à la dissuasion nucléaire.

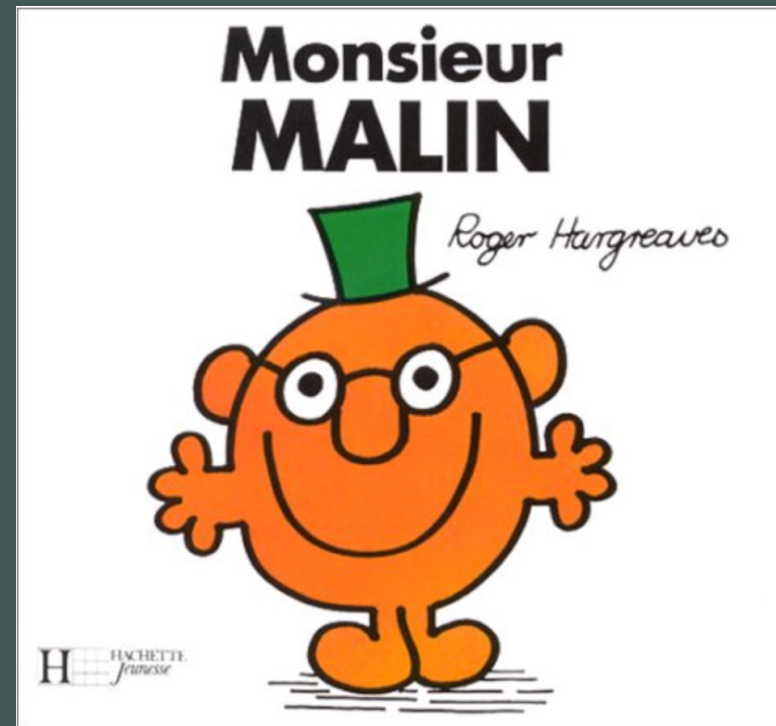
# Pour la Suisse, grâce à l'accord, il sera moins coûteux de prendre des libertés vis-à-vis de Bruxelles

## - Inconvénients

- 14 mesures de protection des salaires (du point de vue des employeurs)
- contribution financière plus élevée
- culture légaliste de l'UE

## - Avantages

- pas de reprise automatique du droit
- Tribunal arbitral **paritaire**
- Mesures compensatoires:
  - **proportionnelles**
  - limitées au marché intérieur
  - qu'après examen par le tribunal arbitral
- La CJUE n'a pas le droit de prendre l'initiative d'intervenir



# Conclusion

- Les accords stabilisent nos relations avec notre partenaire commercial majeur et, à moyen terme, avec notre principal partenaire en matière de sécurité
- Ils contribuent au »derisking« dans un environnement protectionniste où – outre les États-Unis et la Chine – nombre de pays se replient sur eux-mêmes
- La sécurité juridique créée par ces accords rend la Suisse plus attrayante pour les entreprises qui souhaitent desservir le marché de l'UE depuis notre pays
- La Suisse garde toute liberté de conclure des accords avec d'autres partenaires commerciaux
- Les accords avec l'UE renforcent la position de la Suisse en cas de désaccord avec Bruxelles, qui devra prendre des mesures de rétorsion proportionnées, dans le secteur du marché intérieur uniquement, et après délai
- Si le Parlement et le peuple s'opposent à une évolution du droit européen, les coûts d'un »non« helvétique sont de ce fait limités et prévisibles
- Les accords renforcent notre liberté, notre sécurité et la prospérité